Dans cet article, Philippe Marlière analyse l'émergence et la signification politique du « Printemps républicain ». Il montre notamment comment s'exprime, à travers ce collectif et son manifeste, ce qu'il nomme un « communautarisme national », autrement dit une Union sacrée fondée pour l'essentiel sur l'essentialisation de l'islam et la stigmatisation des musulman•e•s.

Philippe Marlière est professeur de sciences politiques à University College London. Il est notamment l'auteur de La Social-démocratie domestiquée. La voie blairiste *(Aden, 2008) et* La Gauche radicale en Europe *(Éditions du Croquant, 2013), avec Jean-Numa Ducange et Louis Weber.*

Selon son promoteur, le politologue Laurent Bouvet, le Printemps républicain est un collectif indépendant des partis. La publication de son manifeste dans le magazine *Causeur* a été suivie d'un rassemblement public à Paris le 20 mars[1]. Parmi les premiers soutiens, on trouve de nombreux cadres et sympathisants du Parti socialiste. À deux exceptions près (Emmanuel Maurel et Jérôme Guedj), l'aile droite du PS y est surreprésentée (des proches de François Hollande et de Manuel Valls – dont Gilles Clavreul, délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, d'ex-partisans de Dominique Strauss Kahn), ainsi que le chevènementiste Mouvement républicain et citoyen. Quelques communistes, au moins un membre et un ex-membre du Parti de gauche sont présents.

Élisabeth Badinter et Catherine Kintzler sont également parmi les signataires. Elles étaient les instigatrices d'un autre article-manifeste en 1989 qui avait fait beaucoup de bruit à l'époque : « Profs, ne capitulons pas ! »[2]. Dans ce texte co-signé avec Régis Debray, Alain Finkielkraut et Élisabeth de Fontenay, les auteures mettaient en garde contre un « Munich de l'école républicaine », et s'opposaient à la position pragmatique et conciliatrice du ministre de l'Éducation Lionel Jospin et du Conseil d'État relative au port des signes religieux à l'école. Caroline Fourest n'a pas signé le manifeste du Printemps républicain, faisant savoir sur son compte tweeter qu'elle se battait « pour un compromis laïque bien plus modéré que le radicalisme de certains membres du Printemps républicain (sur les questions des accompagnements scolaires par exemple) ».

Des principes et des valeurs

Le manifeste est paru au moment même où les manifestations et grèves salariales contre le projet de loi El Khomri se propageaient et se radicalisaient. Les médias dominants ont d'ailleurs assuré une promotion appuyée du mouvement, ce qui a permis une diversion médiatique aussi bienvenue qu'inespérée. Le manifeste ne fait aucune référence aux luttes en cours ; il est exempt de tout contenu « social ». Il se réfère, de manière abstraite, à des « principes » et des « valeurs ». Revenant sur les attaques terroristes à Paris en 2015, le texte désigne deux dangers majeurs : le terrorisme islamiste et l'extrême droite. Sans préciser exactement qui sont les « assaillants » (l'ensemble procède par sous-entendus et amalgames), le manifeste affirme que la « République est attaquée », que « son esprit laïque est mis en cause » et « ses défenseurs [sont] pointés du doigt », qu'elle est « manipulée à des fins politiques », « attaquée à des fins religieuses » ou tout simplement « ignorée dans l'indifférence générale ». Il s'agit d'un appel pour que la République « reprenne sa place au cœur du contrat civique et social » des Français.

Les propos s'inspirent dans le contenu et la forme d'un célèbre discours d'Ernest Renan[3] : « pour nous, la République, c'est ce qui nous est commun » ; « pour nous, la Nation est à la fois une histoire et un destin communs ». Les signataires entendent combattre le racisme, l'antisémitisme, la discrimination liée au sexe et à l'orientation sexuelle. Qui, notamment à gauche, pourrait s'opposer à un tel programme ? En théorie, personne. Mais, nous le verrons, tout est question de contexte et de mise en pratique des « principes » et des « valeurs ».

La réunion publique dans la salle de la Bellevilloise, le 20 mars, a permis de préciser les objectifs généraux fixés dans le manifeste. Entre autres invités, on trouve Gilles Kepel, le politologue, Richard Malka, l'avocat de Charlie Hebdo et de la crèche Baby Loup, Élisabeth Lévy et Marc Cohen, journalistes à Causeur, Fadela Amara, ex-ministre sarkozyste ou encore Zined El Rhazoui, journaliste à Charlie Hebdo.

Dans la salle, les débats se concentrent sur le « clientélisme communautaire » et les « territoires perdus de la République ». Frédérique Calandra (maire du 20e arrondissement de Paris) s'exclame : « la patrie et la laïcité ne sont pas des mots sales. N'ayez pas peur du mot islamophobe, car c'est nous le dernier rempart contre les extrémistes »[4]. Ces propos sur le « courage d'être islamophobe » font écho à ceux tenus par Élisabeth Badinter récemment[5]. L'élue socialiste a soutenu et maintenu à son poste le directeur général des services à la mairie qui avait interdit aux agents municipaux de parler l'arabe. Ce cadre administratif avait argué que l'arabe renvoie à une foi religieuse (l'islam) et son utilisation, par conséquent, contrevient à la laïcité[6]. Samuel Mayol, directeur de l'IUT de Saint-Denis, prend également la parole. Il a été suspendu par son autorité de tutelle pour avoir introduit lui-même des tapis de prière dans un local de son université pour faire croire à une menace islamiste[7].

La grande majorité des interventions porte sur l'islam et l'islamisation de la France : « l'anti-islamisme » est incontestablement le dénominateur commun de ce rassemblement. Le compte tweeter du Printemps républicain rapporte les propos d'un contrôleur de la RATP[8] : « Dans le nord de Paris, il y a une ligne de bus où il est difficile de rentrer si on n'est pas barbu ». Un intervenant déclare : « Nous ne voulons pas du concept d'islamophobie qui ne sert qu'à museler toute critique de l'islam ». Un autre participant estime que les mères portant le hijab doivent être interdites de sorties scolaires (une mesure qui serait illégale au regard de la loi et de la jurisprudence laïques). Nadia Remadna, présidente de l'association « La brigade des mères », décrit des « banlieues islamisées et arabisées ».

La république, entre conservatisme et consensus mou

Au-delà de cercles idéologiquement proches des acteurs du Printemps républicain, l'initiative a été reçue avec circonspection à gauche. La gauche française est pourtant pétrie de « valeurs républicaines ». Toutefois, la démarche suscite des réserves et des critiques dans la gauche sociale, pour deux raisons. D'une part, la notion de « république » (comme son pilier, la laïcité qui, selon Élisabeth Badinter, n'est plus défendue que par Marine Le Pen[9]) sont devenues des notions « omnibus ». Plus on l'évoque, plus son contenu s'appauvrit, plus elle est l'objet d'un consensus – de la gauche radicale à l'extrême droite – moins elle apparait capable de revêtir un sens progressiste concret. La droite sarkozyste a récemment renommé son parti Les Républicains et, en 2011, Jean-Marie Le Pen a fait acte de candidature à l'élection présidentielle depuis le champ de bataille de Valmy, au nom des « valeurs républicaines ». Qui voudrait cohabiter avec un tel voisinage républicain ?

Comme l'écrivait Pierre-Joseph Proudhon : « *Républicain, oui ; mais ce mot ne précise rien. Res publica, c'est la chose publique ; or quiconque veut la chose publique, sous quelque forme de gouvernement que ce soit, peut se dire républicain* »[10]. Nonobstant la répression sanglante de la Commune par les troupes républicaines d'Adolphe Thiers en 1871, la colonisation républicaine au nom de la « supériorité des races sur d'autres » (Jules Ferry à la Chambre des députés le 28 juillet 1885) ou encore le raz-de-marée républicain contre les grévistes en mai 68, la république reste, bon gré mal gré, une référence positive à gauche. La gauche possède son eschatologie républicaine depuis Jean Jaurès[11] : la république bourgeoise ou libérale, issue de la période révolutionnaire, est incomplète et peut être dépassée. Sociale, elle sera la forme chimiquement pure du socialisme français[12]. Il y a, d'autre part, une autre critique qui insiste sur le « radicalisme » et la « rigidité » de ce Printemps républicain : ce dernier serait excessif dans son interprétation de la loi république ou de la laïcité, bref « laïcard »[13].

Une critique de gauche cohérente doit commencer par observer que le régime républicain en France a presque toujours été synonyme de conservatisme et de « consensus mou »[14]. Dans sa stimulante étude sur la guerre civile pendant les années 1793-95, Daniel Guérin a montré que la révolution française a été la source de deux grands courants de pensée socialiste qui se sont perpétués jusqu'à nos jours : un courant jacobin autoritaire et un courant libertaire. Le premier est d'inspiration bourgeoise, centralisateur et orienté de haut en bas. Le second, prolétarien, fédéraliste, orienté du bas vers le haut, met au premier plan la sauvegarde de la liberté et l'autonomie de l'individu[15].

La clé de lecture du Printemps républicain est là. Son aspect le plus douteux n'est pas tant son « déficit social », même s'il est avéré. Le problème majeur est qu'il se positionne dans la tradition jacobine et bourgeoise de la gauche française. Ce républicanisme-là prend refuge dans un discours holiste et abstrait. Les mots d'ordre « d'indivisibilité de la nation » et de « l'égalité des droits » – l'antienne universaliste des Lumières – semblent dispenser les tenants de ce courant de toute réflexion sur les situations concrètes d'inégalité liées à la position sociale, mais aussi au genre ou à l'ethnie. Bref, les participants au Printemps républicain se désintéressent des inégalités réelles. Depuis 1789, c'est une constante : il suffirait de proclamer des droits dits « universels » pour que, selon un procédé magique, les hommes et les femmes soient égaux et que le racisme ou le sexisme disparaissent.

Un communautarisme national

Mais il est une aporie encore plus inquiétante au cœur de cette initiative : le discours universaliste et abstrait du Printemps républicain se double d'une vision culturaliste de la citoyenneté. J'appelle ceci un *communautarisme national*. Le repli sur une conception normée et exclusive de la citoyenneté n'est pas simplement le fait de groupes religieux ou culturels, mais peut connaitre une traduction nationale. Ce que suggère à demi-mot le Printemps républicain, c'est que les éléments allogènes doivent se conformer à un modèle culturel et à un mode de vie national et *français* (les pratiques linguistiques et religieuses, les habitudes alimentaires et le code vestimentaire). Ce ne sont pas d'aimables recommandations, mais des injonctions symboliquement violentes qui sont énoncées à l'égard de citoyen-nes issu-es de cultures et de religions minoritaires.

Soyons précis : c'est l'islam – ou plus particulièrement « l'islam visible » – qui est ici en ligne de mire ; c'est-à-dire l'islam des femmes portant le hijab et des « hommes barbus ». Le rassemblement de la Bellevilloise a amplement mis en scène cet « islam visible » : les

musulmanes qui portent le hijab ne peuvent être que soumises et dominées, et les hommes barbus dans les lignes de bus sont des terroristes potentiels. Le 31 mars, le Printemps républicain a apporté son soutien à Laurence Rossignol, ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes et l'une des fondatrices de SOS-Racisme. La ministre avait comparé les femmes qui portent volontairement le hijab aux « nègres américains qui acceptaient l'esclavage ». Laurence Rossignol a confirmé ses propos en précisant que ces musulmanes sont des « militantes d'un islam politique »[16].

Peu importe que des musulmanes décident de leur propre chef de porter le hijab : le républicanisme communautarien entend émanciper ces femmes contre leur gré. Il se moque de l'autonomie individuelle, un principe pourtant au cœur de toute société libre et tolérante. Pour nos républicains communautariens, les choix de vie individuels ne sont respectables que quand ils s'accordent totalement à la culture dominante. Bref, ôtez vos hijabs, rasez vos barbes, parlez français, ne vous faites pas remarquer et surtout ne vous plaignez de rien. Il est, à ce propos, symptomatique que la discussion nourrie à propos des « territoires perdus de la république » (perdus au « communautarisme musulman », bien entendu) ne s'est pas accompagnée d'une réflexion sur les raisons de cet état des lieux. Ces territoires n'ont, de fait, pas été « perdus » par la « République », mais celle-ci, après y avoir rassemblé des populations immigrées et pauvres, s'en est retirée.

En résumé, le Printemps républicain véhicule les craintes et préjugés socio-culturels de la bourgeoisie jacobine. L'idéologie républicaine fait office de récit politiquement correct qui permet d'euphémiser des objectifs peu avouables : la stigmatisation et le rejet d'un « islam visible ». Cette initiative est un rappel à l'ordre qui trahit une aversion profonde pour le pluralisme et la diversité culturelle. Le républicanisme communautarien est par ailleurs totalement compatible avec la politique sécuritaire et néolibérale de Manuel Valls. Nombre des signataires du manifeste sont des proches du premier ministre.

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 3.0 FR). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

références

références

⇧**1** « Manifeste pour un printemps républicain », *Causeur*, 10 mars 2016.

⇧**2** Élisabeth Badinter, Régis Debray, Alain Finkielkraut, Élisabeth de Fontenay, Catherine Kintzler, « Profs, ne capitulons pas ! », *Le Nouvel observateur*, 2-8 novembre 1989.

⇧**3** Ernest Renan, « Qu'est-ce qu'une nation ? », Paris, Sorbonne, 1882.

⇧**4** Guillaume Gendron, « Au lancement du 'Printemps républicain' : 'N'ayez pas peur du mot islamophobe' », *Libération*, 21 mars 2016.

⇧**5** Louis Hausalter, « Il ne faut pas avoir peur de se faire traiter d'islamophobe », *Marianne*, 6 janvier 2016.

⇧**6** « Paris. À la mairie du 20e, les agents priés de ne plus parler l'arabe », *20 Minutes*, 26 septembre 2014.

⇧**7** Renaud Lecadre, « Nouveau pataquès à l'IUT de Saint-Denis : le directeur suspendu », *Libération*, 13 novembre 2015.

⇧8 Jérôme Martin, « Le Printemps républicain en 5 tweets », *Contre-attaque(s). Pour en finir avec l'islamophobie*, 21 mars 2016.

⇧9 « Élisabeth Badinter déplore qu'en dehors de Marine Le Pen, plus personne ne défend la laïcité », *Le Monde*, 29 septembre 2011.

⇧10 Pierre-Joseph Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété?,* Paris, le Livre de poche, 2009 (1e éd. 1840).

⇧11 « C'est parce que le socialisme proclame que la République politique doit aboutir à la République sociale, c'est parce qu'il veut que la République soit affirmée dans l'atelier comme elle est affirmée ici, c'est parce qu'il veut que la nation soit souveraine dans l'ordre économique pour briser les privilèges du capitalisme oisif, comme elle est souveraine dans l'ordre politique, c'est pour cela que le socialisme sort du mouvement républicain », Jean Jaurès, discours à l'Assemblée nationale, 18 novembre 1893.

⇧12 Kévin Victoire, « L'Hiver social du Printemps républicain », *Le Comptoir*, 21 mars 2016.

⇧13 Loïc le Clerc, « L'extrême laïcité du Printemps républicain », *Regards*, 21 mars 2016.

⇧14 Philippe Marlière, « La république est un consensus mou » (entretien avec Max Leroy), *Ballast*, 3 juin 2015.

⇧15 Daniel Guérin, *Bourgeois et bras-nus. Guerre sociale durant la révolution française 1793-1795*, Paris, Libertalia, 2013 (1e éd. 1973), p. 439.

⇧16 Franz Durupt, « Laurence Rossignol et les 'nègres qui étaient pour l'esclavage' », *Libération*, 30 mars, 2016.